

## **Dix moyens d'augmenter le SMIC, les salaires, les pensions et les minima sociaux**

En même temps que l'augmentation du SMIC (200 euros nets, 260 euros bruts par mois), le gouvernement doit décider l'ouverture de négociations salariales exceptionnelles dans toutes les branches pour le relèvement des minima et la reconnaissance des qualifications. Au total, c'est 40 milliards d'euros à dépenser en plus pour les employeurs publics et privés. Il faut aussi revaloriser les pensions et les minima sociaux : c'est environ 15 milliards de dépenses supplémentaires pour la Sécurité sociale, l'État et les collectivités locales.

En outre, il faut baisser les taxes sur la consommation : TICPE, TVA.

**C'est beaucoup ? Ce n'est pas trop pour vivre dignement !**

1. L'argent existe : en 2017, **les entreprises ont versé 180 milliards d'euros à leurs actionnaires, 67 milliards d'intérêts aux banques et autres financiers !** Les rémunérations scandaleuses des PDG du CAC40 et des traders sont la partie visible de cet iceberg. À cela s'ajoute ce que l'évasion fiscale orchestrée par les banques (60 milliards) et les exportations de capitaux (75 milliards) ont coûté à l'économie française. **Ce prélèvement sur les richesses créées par notre travail, c'est tout cela le coût du capital, c'est à cela qu'il faut s'attaquer !**
2. Bien sûr, le patronat, les actionnaires, les marchés financiers ne lâcheront pas cet argent de leur plein gré. L'État a des moyens pour pousser les grandes entreprises et les banques à assumer leurs responsabilités face à la colère populaire :
  - le bâton : **un impôt sur les sociétés modulé**, alourdi au-delà de 33 % pour les entreprises qui licencient, délocalisent, refusent d'augmenter les salaires ;
  - la carotte : **des prêts bancaires à taux zéro** pour les entreprises qui investissent pour l'emploi, la formation, la recherche, l'environnement... avec l'appui de la CDC, de BPI France et de la Banque postale.
3. Parallèlement, **des mesures spécifiques (crédits bonifiés, aides ciblées) aideront les PME** à résoudre leurs problèmes de trésorerie et à développer leur activité pour pouvoir augmenter leurs salariés.
4. N'oublions pas que **la hausse des salaires, c'est bon pour l'économie !** 40 milliards de salaires en plus, c'est 30 milliards de cotisations sociales supplémentaires pour financer, en particulier, l'augmentation des retraites.
5. L'effet sera encore bien plus fort (jusqu'à 75 milliards de cotisations supplémentaires) le jour où le  **salaire moyen des femmes** sera porté au niveau de celui des hommes.

**Mais nous ne préconisons pas seulement la relance de la « demande ». Nous avons des propositions précises pour renforcer la capacité de l'économie à créer des**

**richesses** dans le cadre d'un nouveau mode de développement alliant efficacité sociale, économique et écologique.

6. La première condition pour y parvenir, c'est de **sécuriser l'emploi et la formation pour toutes et tous**. Trois millions de chômeurs officiellement recensés (en réalité beaucoup plus), soit 10 % de la population active, c'est autant de personnes qui ne peuvent pas faire bénéficier leurs concitoyens de leurs capacités à créer des richesses. À l'inverse, trois millions d'emplois qualifiés en plus, ce serait donc – toutes choses égales par ailleurs – 10 % de valeur ajoutée en plus, 220 milliards de PIB, dont une partie servirait à augmenter les salaires et dont 100 milliards viendraient chaque année augmenter les recettes de la Sécurité sociale et de l'État.
7. À ces recettes s'ajoutent le rétablissement de l'impôt sur la fortune (3,5 milliards d'euros), le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu et **la suppression du CICE (40 milliards en 2019)** qui n'a servi qu'à baisser le « coût du travail » pour les employeurs et non à créer des emplois.
8. **Voilà de l'argent pour réparer et développer les services publics !** C'est une revendication majeure du mouvement social en cours, **c'est crucial pour lutter contre le réchauffement climatique**, et c'est aussi un facteur d'efficacité pour l'économie. Nous soutenons les syndicalistes de la SNCF, les usagers, les économistes, les juristes qui ont lancé un appel pour que l'argent créé par la BCE finance le développement des services publics ferroviaires en Europe.

Pour aider le mouvement social à imposer ces mesures, le gouvernement doit convoquer **un Grenelle des services publics et des territoires, et des conférences régionales et nationale sur l'emploi et la formation**.

**Et l'Europe ?**

9. Au **Portugal**, un gouvernement soutenu par toute la gauche a rejeté les normes d'austérité budgétaire européennes. Les entreprises de l'automobile, de la chaussure ou du textile ont recommencé à investir et le chômage a été divisé par deux. Résultat : le déficit budgétaire a diminué. En Espagne aussi, la gauche veut augmenter fortement le salaire minimum et revaloriser les pensions.
10. En France, en 2017, l'État, les collectivités locales et les services publics hospitaliers ont payé 43 milliards d'euros d'intérêts aux marchés financiers et aux banques – l'équivalent du budget de l'éducation nationale ! Il faut nous libérer de ce coût du capital en remplaçant les emprunts sur les marchés financiers par une autre utilisation de l'argent créé par les banques et par la BCE. Comme le propose Ian Brossat, **les 3 000 milliards d'euros que la BCE a prêtés aux banques à 0 % ou injectés, sans aucune condition, sur les marchés financiers depuis la crise de 2008 doivent alimenter un fonds de développement économique, social et environnemental solidaire européen** pour le financement de projets concrets de développement des services publics dans chaque pays de l'UE.